

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

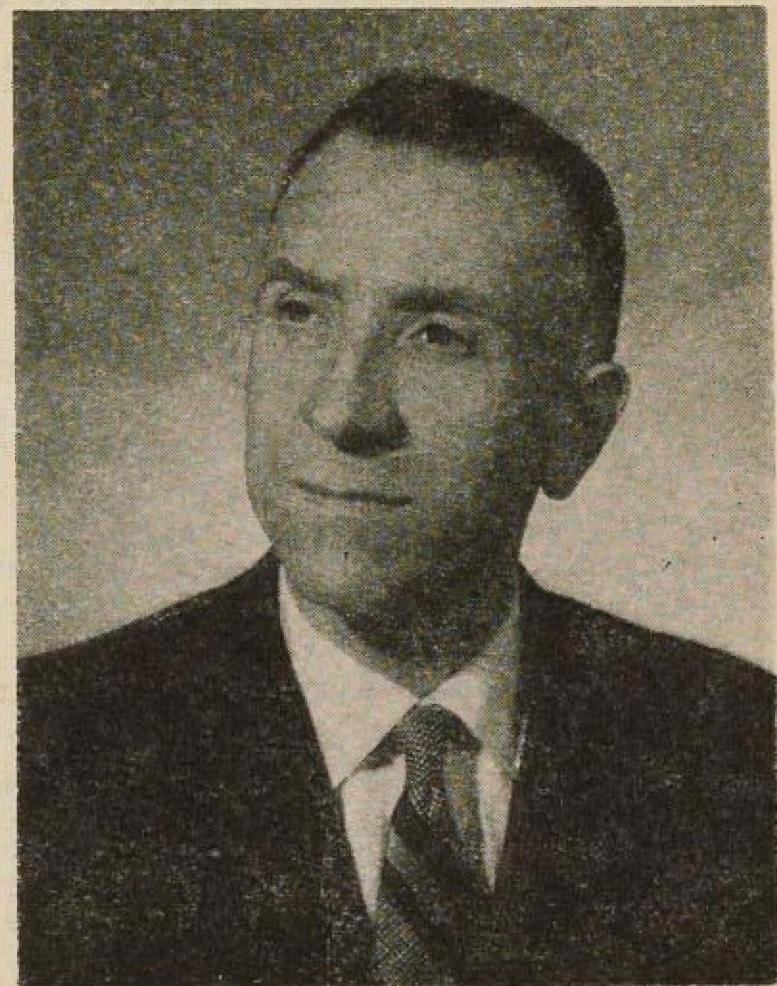
DÉPARTEMENT DU LOIRET
2^e circonscription (Orléans-Ouest)

Pierre GABELLE

Comptable, Ancien Député

Conseiller Général d'Orléans Nord-Ouest
et de Fleury-les-Aubrais, St-Jean-de-la-Ruelle
Ingré, Saran, La Chapelle-St-Mesmin,
Chaingy, Boulay-les-Barres et Chanteau

Président du Comité Départemental
des H.L.M. du Loiret.



**Chères Électrices,
Chers Électeurs,**

Vous allez voter le 5 Mars. Par sept fois vous m'avez accordé votre confiance et le pouvoir de vous représenter, par six mandats successifs à l'Assemblée Nationale et depuis 1961 au Conseil Général du Loiret.

Votre confiance je me suis efforcé d'y répondre du mieux possible en me consacrant entièrement à l'accomplissement de ces mandats. Successivement Rapporteur des Budgets nationaux de la Caisse Nationale d'Épargne, du Ministère des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme, du Ministère de l'Agriculture et de nombreux projets et propositions de loi, je suis actuellement Rapporteur du Budget Départemental du Loiret.

Dans les circonstances présentes très préoccupantes pour la stabilité de nos institutions et plus encore pour l'expansion économique et le progrès social, je vous propose une politique nouvelle, elle détermine le redressement qui s'impose de toute urgence.

ASSURER LA STABILITÉ

Avec tous les Français je refuse un retour au passé ; la stabilité politique est garantie par la Constitution de la 5^e République que nous avons votée en 1958. Elle doit être maintenue mais appliquée dans sa lettre et dans son esprit. C'est l'exercice du pouvoir en marge des textes constitutionnels qui provoque l'incertitude que nous ressentons tous actuellement.

LE CENTRE DEMOCRATE offre aux Français et Françaises un programme d'avenir et une assurance contre l'aventure et la coupure du Pays en deux camps hostiles.

UNE POLITIQUE NOUVELLE

Les élections législatives sont le moyen pour tous les citoyens de faire connaître leurs opinions et leur volonté sur les redressements à opérer pour la relance de l'essor économique contre le chômage et la stagnation sociale. Les citoyens doivent pouvoir s'exprimer dans le respect de toutes les libertés et ils ont droit notamment à une information objective.

En dépit des affirmations officielles la France devient un pays techniquement sous-développé par rapport aux autres pays de la Communauté Européenne. Huit années de pouvoir sans partage n'ont pas résolu les grands problèmes économiques et sociaux. L'emploi est menacé, la crise du logement social s'aggrave ; nous manquons de Centres de Formation, de collèges techniques, de laboratoires, d'équipements collectifs : routes, téléphone, hôpitaux, etc... l'avenir n'est pas assuré pour les jeunes et les personnes âgées sont sacrifiées.

Je vous propose :

Une Politique économique dynamique...

- par — une expansion régionale vivante offrant aux travailleurs et aux jeunes les emplois nécessaires. Le déséquilibre entre Paris et la province n'a pas diminué depuis 4 ans, la décentralisation industrielle doit être facilitée et elle dépend elle-même d'un très important effort de construction de logements H.L.M. et sociaux.
- l'encouragement à l'Epargne pour assurer les investissements dans les équipements régionaux économiques et sociaux.
 - la simplification du système fiscal et la modernisation du crédit.
 - l'abandon des dépenses de faux prestige, des charges improductives, et de la course illusoire aux armements atomiques.

...assurant le progrès social et ses priorités :

La Région Centre doit recevoir pour sa jeunesse l'équipement universitaire, culturel, technique et sportif qui lui est indispensable, l'équipement scolaire et le recrutement des maîtres demeurent actuellement notoirement insuffisants.

Les progrès de la productivité n'ont pas bénéficié à tous les français, une politique d'expansion économique poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie doit profiter à tous :

- à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs notamment par la suppression définitive des abattements de zone et le relèvement du S.M.I.G.
- aux familles en comblant le retard imposé aux prestations familiales.
- aux personnes âgées dont les rentes et allocations sont restées anormalement basses et par la construction de logements-foyers et de maisons de retraite accueillantes et ouvertes.
- à tous les handicapés auxquels des conditions de vie décentes et des moyens de rééducation doivent être assurés.
- aux anciens combattants, mutilés, veuves et orphelins dont les droits sacrés doivent être respectés.
- à la protection sociale des familles de tous les travailleurs, artisans, agriculteurs, commerçants et professions libérales.
- à l'indemnisation équitable des rapatriés, expropriés et licenciés par décision des pouvoirs publics.

L'équipement du Bassin de la Loire, l'équipement routier doivent répondre aux besoins des industries régionales et de l'agriculture et assurer le développement des communications particulièrement des liaisons Est-Ouest.

L'organisation de la production et de la commercialisation doit garantir la vitalité des exploitations familiales agricoles et la parité de leurs revenus avec ceux des autres catégories sociales. Les prêts fonciers et d'équipement agricole doivent être étendus aux petits agriculteurs et aux jeunes qui le méritent par leur travail et leurs productions.

Une politique d'indépendance dans une dimension nouvelle : L'EUROPE

Seule l'Europe unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale et ainsi assurer notre indépendance, nos libertés et notre sécurité. L'Europe doit être une Communauté de peuples égaux acceptant les institutions communes. Le nationalisme périmé dans les limites de l'hexagone national masque une fausse sécurité. Ce n'est que dans le cadre de l'Europe unie que le Marché Commun Européen, l'organisation des marchés agricoles, le progrès des législations sociales peuvent se réaliser et tenir.

L'Europe, enfin unie, gage de sécurité sera dans l'organisation du monde libre le partenaire égal des grandes nations.

Avec l'accord de tous les Français

Nous voulons rétablir un véritable dialogue, condition même de la démocratie, entre tous les élus et les représentants des forces vives de la nation. Tous les citoyens ont le droit et le devoir de participer à la construction de la France de demain, qui ne doit pas être laissée à une minorité de technocrates, mais contrôlée et dirigée par les représentants du Pays.

VOTRE VOTE ENGAGE LA REPUBLIQUE POUR CINQ ANNEES QUI SERONT DETERMINANTES.

JE VOUS PROPOSE DE LA CONSTRUIRE ENSEMBLE, DEMOCRATIQUE - SOCIALE - EUROPEENNE.

VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

Remplaçant éventuel :

Georges FAUCHEUX

Agriculteur à Chevilly
Membre de la Chambre
d'Agriculture du Loiret.

Pierre GABELLE

**Républicain d'Action Sociale, Familiale et Rurale
Candidat du CENTRE DEMOCRATE**

N. B. — Pour être valables, les bulletins de vote ne doivent comporter ni surcharge, ni rature. Un seul nom rayé entraînerait l'annulation totale de votre vote.